



L'agriculture, un terreau pour les théories économiques

Thierry Pouch est Docteur en sciences économiques. Chef du Service des études aux Chambres d'agriculture France et chercheur associé au Laboratoire REGARDS de l'Université de Reims, membre de l'Académie d'agriculture de France, il vient de publier *Essai sur l'histoire des rapports entre agriculture et capitalisme*, aux éditions Classiques Garnier.

La Revue Agridées : Qu'est-ce qui a motivé l'écriture de ce livre ?

Thierry Pouch : La question de la pérennité de l'exploitation familiale a, en France, longtemps opposé les chercheurs, en particulier durant les années 1970 à l'INRA (devenu INRAE). Les deux grandes figures, parmi d'autres, qui ont incarné ces controverses ont été Jean Cavailhès et Claude Servolin (récemment disparus tous les deux).

Il faut rappeler que ces années 1960-1970 étaient celles où l'engagement politique était élevé, où la théorie de Marx était enseignée dans les Universités, et faisait l'objet d'abondantes recherches académiques. À partir des années 1980, ces débats se sont raréfiés, presque éteints, certains diraient ont disparu du fait d'un contexte idéologique particulier, celui de l'affirmation du libéralisme, et des signes annonciateurs de la dislocation du bloc soviétique.

À partir de cette période, l'agriculture connaît des évolutions qui, sans que cela ne fasse l'objet de recherches

Thierry POUCH

Docteur en économie
Chef du Service des études aux Chambres d'agriculture France et chercheur associé au Laboratoire REGARDS de l'Université de Reims, membre de l'Académie d'agriculture de France

approfondies, vont progressivement altérer l'exploitation familiale agricole. Réformes de la PAC, accords de libre-échange, innovations, modes de financement des investissements, diminution des effectifs d'agriculteurs..., autant de facteurs qui ont conduit à faire émerger l'entreprise agricole au détriment de l'exploitation. C'est pourquoi j'ai voulu me pencher sur le message de Marx et de ses continuateurs, puisqu'ils ont abondamment traité de l'avenir de l'agriculture dans le mode de production capitaliste. C'est en quelque sorte l'histoire agricole de ces quarante dernières années qui a constitué un élément déclencheur de cette analyse.

La Revue Agridées : En quoi la pensée de Karl Marx est-elle encore d'actualité pour comprendre l'agriculture d'aujourd'hui ?

T. P. : On pourrait considérer que la pensée de cet auteur est historiquement et idéologiquement dépassée, voire même invalidée parce que démentie par l'évolution du réel du monde. Partant de là, bon nombre d'auteurs subiraient le même sort. Or, Marx et son œuvre, à bien y regarder, peuvent encore aider à penser le réel historique car ils nous ont légué des outils d'analyse de l'économie et du social encore pertinents, utiles. C'est le cas pour le secteur agricole. Les paysans et l'agriculture ont toujours posé de redoutables problèmes d'interprétation à Marx. Mais globalement, il a ouvert la voie à une approche de l'économie consistant à dire que le capitalisme est fondamentalement en quête insatiable d'accumulation de capital, que cette accumulation n'a pas de limite prédéfinie. Cela signifie qu'il s'agit



© BR

d'un système qui cherche à repousser en permanence les limites de son organisation, de la rentabilité des capitaux. Cette dynamique se concrétise par une absorption – un accaparement dirait-on aujourd'hui – progressive des domaines qui lui échappent. S'agissant de l'agriculture, certains auteurs ont considéré que des freins pouvaient entraver cette absorption (le foncier, les rendements d'échelle, l'organisation du travail...).

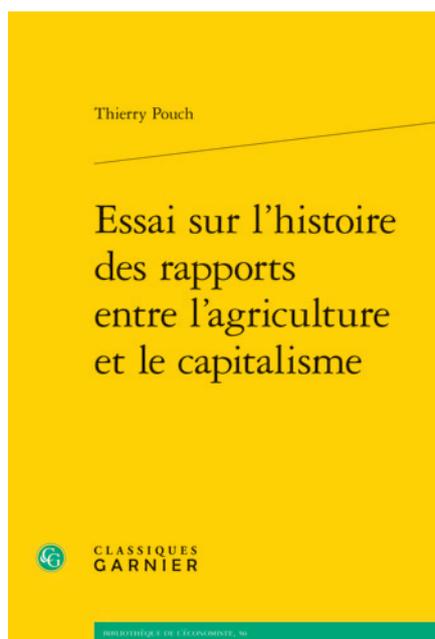
Ce sont ces freins qui ont justement fait l'objet de tant de controverses durant la décennie 1970. Au regard de l'évolution même de l'agriculture depuis une trentaine d'années, voire davantage, la vision que Marx avait de l'agriculture méritait un réexamen, afin de montrer que ce secteur s'éloignait de particularités qui l'ont longtemps accompagné, que le capitalisme globalisé était en train d'en faire un champ d'investissements.

La Revue Agridées : Comment les politiques publiques agricoles françaises et européennes sont-elles influencées par les théories économiques ?

T. P. : Voilà une question bien complexe, qui ferait transpirer les plus avancés des étudiants de sciences économiques. Elle est toutefois fondamentale dans la mesure où, à l'origine, la discipline était qualifiée d'« économie politique » et non de science économique.

Car les fondateurs de l'économie comme champ disciplinaire autonome, répondaient en quelque sorte aux questions que leur formulaient les monarques et leurs ministres, à propos de l'organisation économique d'un royaume, ou, mieux encore, sur la meilleure manière de créer des richesses et d'asseoir ainsi leur puissance.

Marx quant à lui n'a pas été un conseiller du prince, il a précisément produit une critique de l'économie politique. Sur le plan de l'agriculture, on sait que les politiques agricoles ont été, entre 1930 et 1960, influencées par des courants de pensée estimant que



les crises agricoles avaient pour source une absence d'organisation des marchés. L'influence d'un courant comme l'institutionnalisme a été déterminante dans la formation de la politique agricole des États-Unis en 1933. En Europe, tout un courant interventionniste, voire planificateur, se réclamant plutôt de Keynes, a joué un rôle considérable dans la construction politique de la Politique agricole commune. C'est dans ce cadre qu'a pu s'imposer l'exploitation familiale en France.

À partir des années 1980, après plusieurs années de gestation, s'affirme ce que l'on a communément appelé le néo-libéralisme. Il s'agissait de tourner le dos aux principes de régulation des marchés qui avaient été instaurés après la guerre. Les réformes de la PAC relèvent d'un agissement de la Commission européenne, mais ont été influencées par les adversaires des économistes keynésiens, dont l'une des figures de proue fut le Prix Nobel d'économie Friedrich von Hayek. Il s'agissait pour ce courant de pensée de plonger le secteur agricole dans un marché mondialisé, de ne plus déconnecter par exemple les prix intérieurs des prix se formant sur le marché mondial. C'est ce démantèlement de la PAC qui peut être perçu comme une voie ouverte pour l'agrandissement des entreprises agricoles, mieux à même de répondre aux pressions de la concurrence.

La Revue Agridées : Comment voyez-vous l'évolution des politiques publiques agricoles ?

T. P. : L'orientation que prendront les politiques publiques est désormais bien établie. Il s'agit de faire correspondre l'organisation de la production aux enjeux énergétiques et climatiques qui se sont imposés depuis les années 1990. Même aux États-Unis, qui ont pourtant conservé l'esprit de leur politique agricole depuis les années 1930, on évoque de plus en plus une loi agricole qui prendrait le nom de *Climate Bill* plutôt qu'un *Farm Bill*. Un changement de paradigme est en train de s'accomplir pour les agriculteurs, sous l'impulsion de politiques publiques agricoles. Mais comme cela vient d'être évoqué dans la question précédente, ces politiques sont influencées par des courants de pensée qui dominent aujourd'hui les débats. Sans doute plus largement encore, si une économie décarbonée incarne un nouveau régime de croissance économique, au sein duquel l'agriculture est appelée à jouer un rôle décisif, alors les politiques publiques constituent aujourd'hui un vecteur de ce changement, un support pour une phase nouvelle de l'accumulation du capital, qui porte en elle la fin d'un modèle agricole. ▸

Propos recueillis par Francky Duchâteau